

# دراسة عن عملية التوحيد الأوروبي للقانون المدني

فهرس رسالة دكتوراه

## Table des matières

INTRODUCTION.....	17
<b>Première Partie : L'enclenchement du processus de codification européenne.....</b>	<b>31</b>
TITRE I – Des conditions à réunir .....	35
CHAPITRE I – Le facteur institutionnel : la dynamique propre de l'Union européenne.....	37
SECTION I- Le contexte général : le souci permanent d'intégration.....	38
Paragraphe I - Une intégration structurelle.....	39
A) Une construction européenne <i>sui generis</i> .....	40
B) Un système politique inachevé.....	43
Paragraphe II - Une intégration normative.....	47
A) La primauté et l'effet direct du droit communautaire.....	48
1) La primauté du droit communautaire.....	48
2) L'effet direct du droit communautaire.....	51
B) L'effectivité des droits reconnus par le droit communautaire.....	52
1) Le contrôle opéré par le juge national.....	52
2) Les sanctions.....	54

SECTION II - Le contexte technique : la géométrie variable de l'intégration normative.....	56
Paragraphe I - Le choix du mode adéquat de rapprochement des législations civiles.....	57
A) La diversité des modes de rapprochement.....	58
1) Unification et uniformisation.....	58
2) Harmonisation et coordination.....	60
B) Les critères du choix.....	62
Paragraphe II - La position des institutions communautaires.....	65
A) La position du Parlement Européen quant au <i>modus operandi</i> .....	65
B) La position de la Commission européenne.....	69
1) Une action limitée au seul droit des contrats.....	70
2) Une action limitée à un instrument optionnel.....	72
C) La position des autres institutions communautaires.....	76
1) La position du Conseil de l'Union.....	76
2) La position du Comité économique et social.....	77
Conclusion du CHAPITRE I .....	79
CHAPITRE II – Le facteur matériel : l'émergence d'un droit civil européen.....	81
SECTION I - La redécouverte d'un droit commun européen.....	82
Paragraphe I - La levée des obstacles à la renaissance d'un droit commun européen.....	83
A) La conciliation des spécificités culturelles.....	84
B) La conciliation des traditions juridiques.....	86
1) Des traditions juridiques <i>a priori</i> opposées.....	87
2) Des traditions juridiques en réalité convergentes.....	91
Paragraphe II - Les méthodes de rétablissement d'un droit commun européen.....	95
A) L'approche historique de la notion de droit commun européen.....	95
1) La définition du <i>jus commune</i> .....	96
2) La méthode du <i>jus commune</i> .....	98

B) L'approche contemporaine de la notion de droit commun européen.....	99
1) La définition contemporaine.....	100
2) Le recours à la science comparée : la méthode comparative .....	103
SECTION II - L'étendue du droit commun européen.....	108
Paragraphe I - Un cantonnement à la matière civile : l'eupéanisation croissante des droits civils des Etats membres.....	108
A) La communautarisation des droits civils des Etats membres.....	109
1) La communautarisation directe .....	110
a) La communautarisation directe conduisant à l'unification .....	110
b) La communautarisation directe conduisant à l'harmonisation.....	112
2) La communautarisation indirecte.....	114
B) La fondamentalisation des droits civils des Etats membres.....	118
1) Le contrôle opéré par le juge national.....	120
2) Le contrôle opéré par les juges européens.....	123
a) Le contrôle opéré par la Cour européenne des droits de l'Homme.....	123
b) Le contrôle opéré par la Cour de Justice des Communautés européennes.....	129
Paragraphe II – Les contours de la matière civile : le périmètre du code civil européen.....	133
A) L'approche prévalant au sein de l'Union européenne.....	134
1) La pluralité de définitions données par les Etats membres.....	135
2) La définition retenue par les instances communautaires.....	137
B) La tendance ressortant des projets de codification .....	141
1) La limitation du projet de codification au droit des obligations et des contrats.....	141
2) La nécessaire extension au droit des personnes et de la famille.....	145
Conclusion du CHAPITRE II .....	149
Conclusion du TITRE PREMIER.....	151

TITRE II – Des obstacles à surmonter.....	153
CHAPITRE I – Les obstacles extrinsèques.....	155
SECTION I - Les difficultés générales inhérentes au caractère international du projet.....	156
Paragraphe I - Le multilinguisme.....	156
A) Les problèmes engendrés par le multilinguisme.....	157
1) La réalité du multilinguisme au sein de l'Union européenne.....	157
2) La diversité linguistique, entrave au Code civil européen.....	160
B) Les remèdes envisagés.....	162
1) L'usage d'une langue unique.....	162
2) Les enseignements tirés du bijuridisme québécois.....	164
Paragraphe II - L'élargissement de l'Union européenne.....	168
A) Les élargissements prévus.....	168
B) Les conséquences sur l'entreprise de codification.....	171
Paragraphe III - Les coûts.....	173
A) Le coût scientifique.....	173
1) L'élaboration du code par des initiatives privées.....	173
2) La création d'un Institut fédérateur d'une doctrine européenne émergente.....	176
B) Le coût financier.....	178
1) Le coût lié à l'élaboration du code.....	178
2) Le coût lié à la mise en application du code.....	179
SECTION II- Les difficultés spéciales liées à la superposition et à la coexistence des ordres juridiques.....	181
Paragraphe I- Les problèmes inhérents à la superposition des ordres juridiques nationaux et de l'ordre juridique communautaire.....	182

A) La détermination des critères d'applicabilité du code civil européen .....	183
B) La détermination des juges en charge du code civil européen.....	187
1) La compétence pour l'interprétation et l'application du Code civil européen....	188
a) La nécessaire unité dans l'interprétation et l'application du code .....	188
b) Les écueils de l'unité d'interprétation et d'application du code .....	191
2) La compétence pour la sanction du Code civil européen.....	194
 Paragraphe II - Les problèmes inhérents à la coexistence de l'ordre juridique communautaire et de l'ordre international .....	196
A) Les difficultés liées à la coexistence des deux « <i>ordres juridiques</i> » européens.....	197
1) Les conflits entre code civil européen et ordre public européen humaniste.....	197
2) Vers une résolution de tels conflits.....	199
B) Les interférences entre droit communautaire et droit international.....	201
 Conclusion du CHAPITRE I .....	205
 CHAPITRE II – Les obstacles intrinsèques.....	207
 SECTION I- Les difficultés inhérentes à la base juridique de la codification.....	209
 Paragraphe I - Le fondement textuel avancé par les institutions communautaires : les articles 94 et 95 CE .....	210
A) Les principes régissant la base légale proposée.....	211
B) La fragilité de la base légale proposée.....	216
 Paragraphe II- La recherche d'un fondement textuel alternatif.....	221
A) Les propositions doctrinales.....	222
1) Les bases juridiques écartées.....	222
a) L'article 65 CE.....	223
b) L'article 308 CE.....	225
2) La base juridique privilégiée .....	227

B) Les propositions en marge de la doctrine.....	230
1) Le recours à la coopération renforcée : les articles 11 et 11A du Traité CE.....	231
2) La citoyenneté européenne : les articles 17 et 18 CE.....	234
SECTION II- Les difficultés inhérentes à la technique de codification.....	236
Paragraphe I - Les effets endogènes.....	238
A) L'effet de contenu.....	238
1) La dimension symbolique du code.....	238
2) La dimension politique du code.....	240
B) L'effet de complétude.....	242
Paragraphe II - Les effets exogènes.....	243
A) L'effet de rupture.....	244
B) L'effet de cristallisation.....	245
1) La pétrification du droit codifié.....	246
2) Le risque d'une « décodification ».....	248
Conclusion du CHAPITRE II .....	251
Conclusion du TITRE II .....	253
Conclusion de la PREMIERE PARTIE .....	255
 <b>Seconde Partie : La réalisation du processus de codification européenne.....</b>	 <b>257</b>
 TITRE I – La maîtrise de l'objet : l'action de codifier à l'épreuve du droit européen.....	 261

CHAPITRE I – L’action de codifier soumise à un renouvellement conceptuel..	
.....	265
SECTION I - La diversité des modèles de codification.....	266
Paragraphe I - La codification d’envergure nationale : l’exemple français.....	267
A) Le modèle napoléonien.....	268
1) Une codification unificatrice et réformatrice .....	269
2) Une codification entre systématisation et rationalisation.....	271
B) Le modèle de codification à droit constant.....	274
1) Les principes directeurs de la codification à droit constant.....	275
2) La réalité de la codification à droit constant.....	278
Paragraphe II - La codification d’envergure internationale.....	282
A) La codification du droit international.....	283
1) La conception internationale de la codification.....	283
2) La codification du droit applicable aux rapports internationaux : le cas du droit international privé.....	286
B) La codification communautaire.....	288
1) La définition de la codification communautaire.....	289
2) Les écueils de la codification communautaire.....	292
SECTION II - La nécessité d’une dynamique propre à la codification européenne.....	294
Paragraphe I - Le besoin codificateur au sein de l’Union européenne.....	296
Paragraphe II - Pour une codification adaptée au paysage européen : une codification harmonisatrice.....	299
Conclusion du CHAPITRE I.....	303
CHAPITRE II – L’action de codifier soumise à un renouvellement substantiel.....	305

SECTION I - La formulation des règles codifiées.....	306
Paragraphe I - Un code de principes, réducteur de la complexité.....	307
A) Le rejet d'un code pléthorique.....	308
1) Les arguments en faveur d'un code détaillé.....	308
2) Les arguments contre un code détaillé.....	310
B) La nécessité d'un code synthétique.....	312
1) Les arguments contre un code de principes.....	312
2) Le sens d'un code de principes.....	314
Paragraphe II - Un code « à texture ouverte », respectueux de la diversité.....	317
A) La multiplicité des normes « à texture ouverte ».....	318
1) Les normes à texture ouverte au sein des codes civils nationaux.....	319
2) Les normes à texture ouverte au sein des projets européens.....	323
B) L'adaptabilité des normes « à texture ouverte ».....	326
1) Les aspects positifs de l'adaptabilité.....	327
2) Les aspects négatifs de l'adaptabilité.....	329
SECTION II - L'effectivité des règles codifiées.....	331
Paragraphe I - Le support matériel : code papier ou cybercode.....	332
Paragraphe II - La force contraignante du code : code optionnel ou code imposé.....	334
Conclusion du CHAPITRE II .....	337
Conclusion du TITRE PREMIER .....	339

Titre II – La maîtrise des effets : la fonction subversive d’un code civil européen.....	341
CHAPITRE I – Les effets suscités par la perspective d’un Code civil européen.....	343
Section I – L’influence normative : le mouvement français de « recodification » du droit civil.....	344
648aragraphe I - Le code civil européen, cause directe de la recodification.....	345
A) La genèse du projet Catala.....	346
1) Une réforme annoncée.....	346
2) Une réforme provoquée.....	348
B) Le bilan du projet Catala.....	351
1) Les avancées .....	352
2) Les résistances .....	354
Paragraphe II - Le Code civil européen, cause indirecte de la recodification .....	358
A) En droit des sûretés et des biens.....	359
1) La réforme du droit des sûretés.....	360
2) La réforme du droit des biens.....	362
B) En droit des personnes et de la famille.....	364
1) Les aspects patrimoniaux.....	365
2) Les aspects extrapatrimoniaux.....	367
SECTION II – L’influence doctrinale : la mobilisation internationale des juristes.....	370
Paragraphe I - Le code civil européen, utopie critiquable.....	371
Paragraphe II - Le code civil européen, utopie créatrice.....	374
Conclusion du CHAPITRE I .....	379

CHAPITRE II – Les effets découlant de l’adoption d’un Code civil européen : l’exemple du droit international privé.....	381
Section I - Une concurrence déloyale faite au droit international privé.....	383
Paragraphe I - Une concurrence déloyale faite au droit international privé communautaire.....	384
A) Le développement croissant du droit international privé communautaire.....	384
1) L’application de la logique communautaire au droit international privé.....	384
2) Des règles communautaires de conflit empreintes d’unilatéralisme.....	388
B) La disparition progressive du droit international privé communautaire .....	392
Paragraphe II - Une concurrence déloyale faite au droit international privé classique.....	395
A) Un rétrécissement du droit international privé classique opéré par les autorités communautaires.....	395
B) Un rétrécissement du droit international privé classique opéré par les autorités nationales .....	400
SECTION II - Une préservation de l’intérêt du droit international privé.....	404
Paragraphe I - La persistance indispensable du droit international privé.....	404
A) L’absence de complétude des règles matérielles.....	405
B) La complémentarité des règles matérielles et conflictuelles.....	407
Paragraphe II - Les apports potentiels du droit international privé.....	409
A) Quant à la nature du conflit communautaire.....	409
B) Quant à la qualification de la situation communautaire.....	411
Conclusion du CHAPITRE II .....	415
Conclusion du TITRE SECOND.....	417
Conclusion de la SECONDE PARTIE .....	419

CONCLUSION GENERALE.....	421
BIBLIOGRAPHIE.....	425
INDEX.....	483